



Pour le Forum social mondial (Porto Alegre, Brésil, 25-30 janvier 2001), Internet aidera à rendre «un autre monde possible».

© Mauricio Lume/PIG/AFP Paris

L'information alternative veut tisser sa Toile

Pour le Forum social mondial de Porto Alegre, Internet donne enfin la possibilité de répandre une information alternative qui ferait contrepoids au «second pouvoir» de la mondialisation, porté par les médias dominants.

RENÉ LEFORT

DIRECTEUR DU COURRIER DE L'UNESCO.

Les organisateurs du Forum social mondial de Porto Alegre (Brésil) attendaient, fin janvier, 2000 participants pour débattre d'«un autre monde possible». A leur grande surprise, cet anti-Davos en réunit 5000. Ses organisateurs, qui se veulent aussi des visionnaires, expliquèrent ce succès inattendu par l'effet Internet. Un de plus... Un site d'information avait été ouvert un mois avant le début du Forum. Bien que rudimentaire, il allait servir de levier à cette mobilisation inattendue.

Elle a fourni un argument de plus aux «anti-globalisations» qui plaident, sans rencontrer jusque-là beaucoup d'écho, pour que la «place et la prise en compte» de la communication en général et d'Internet en particulier deviennent «un enjeu de la lutte contre le néo-libéralisme» prioritaire, au même titre que la promotion de la Taxe Tobin, l'annulation de la dette du tiers-monde ou le contrôle des

organisations financières mondiales. A défaut, ce secteur deviendrait une chasse gardée de leurs adversaires, qui en ont déjà fait un rouage essentiel de leur révolution économique et, surtout, «idéologique». Telles étaient les conclusions de l'atelier «communication et citoyenneté», moteur de cette prise de conscience.

«L'appareil idéologique de la globalisation»

La charge est donc sonnée. «Si le premier pouvoir est économique et financier, le second est celui des médias... Il est l'appareil idéologique de la globalisation», a déclaré Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*, à l'ouverture des travaux de l'atelier. Ses participants ont jugé que l'information dominante, «transformée essentiellement en une marchandise... qui ne répond plus à aucune règle sinon à celles du marché... est uniforme,

unidimensionnelle et "unisonne"». Ignacio Ramonet ajoutait à ce réquisitoire que le discours des grands médias est donc «émotionnel», «impressionniste», «sensationaliste», «hétorique», «simplificateur», dominé par «l'immédiateté», pour tout dire «infantilisant». En bref, le «critère suprême» des «méga-groupes» de communication ne serait plus la vérité mais le profit. «Ils vendent des consommateurs à leurs annonceurs.» Les organisations présentes à Porto Alegre ont donc décidé qu'il était temps d'engager le combat contre cet «appareil idéologique» et surtout qu'Internet serait l'arme de leur bataille.

Le premier front ouvert est celui d'une critique de l'information que véhiculeraient ces «méga-groupes». Une critique qui doit être non seulement systématique mais encore propagée aussi largement que possible. Et de citer en exemple l'organisation Fair, le plus connu des «chiens de garde» (watchdogs) des médias nord-américains. Elle s'attache à démontrer que les sujets abordés et les points de vue développés seraient l'appanage de l'élite économique et politique,

car ces médias sont détenus par des multinationales et financés par d'autres multinationales via la publicité.

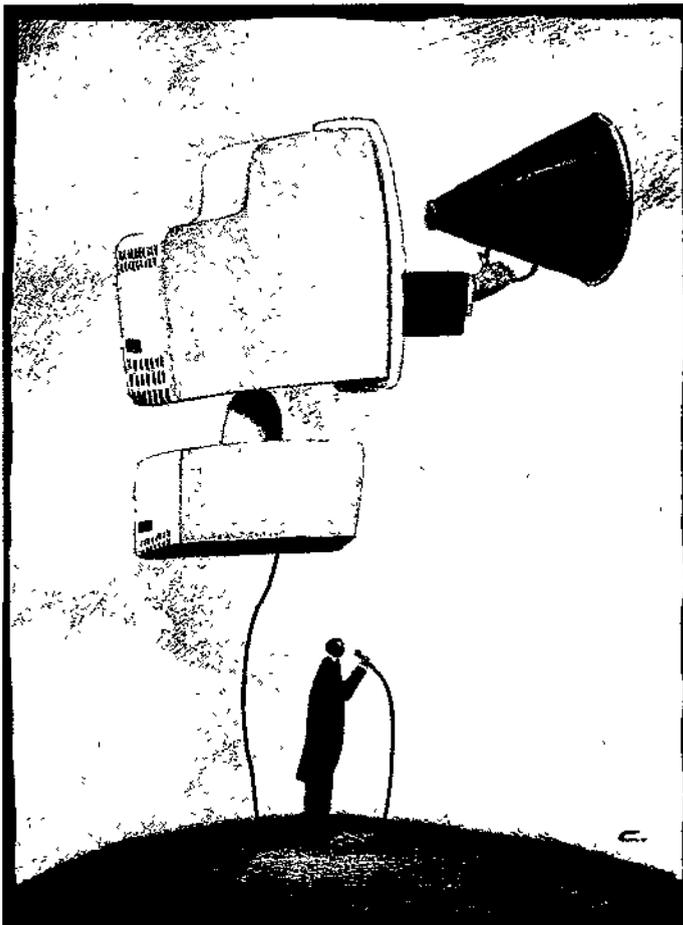
Un ticket d'entrée abordable

Selon Seth Ackerman – l'un des responsables de Fair –, Internet offre trois atouts par rapport à tout autre support de communication (dont leur journal bimestriel *Extra!*) Le premier est d'accéder instantanément à tout un éventail de sources d'informations alternatives qui permettent soit de souligner que les grands médias nord-américains ignoreraient des faits importants, soit d'apprécier plus précisément leur façon de les traiter. Le deuxième tient dans la diffusion à un coût dérisoire et pratiquement en temps réel de ces critiques auprès des abonnés du site. Enfin, le troisième atout – l'interactivité – est d'impliquer les abonnés dans la mission de l'organisation en les incitant à envoyer, par courrier électronique, des messages de protestation auprès des médias mis sur la sellette. «Grâce à Internet, nos activités ont fait un saut quantitatif d'une telle ampleur qu'elles en ont été qualitativement changées», explique Seth Ackerman.

L'autre front que les organisations anti-globalisation veulent ouvrir est autrement plus vaste et ambitieux: faire d'Internet le support d'une «contre-information» ou d'une «information alternative», qui toucheraient cette fois une très large audience: les supports antérieurs qui ont visé cet objectif – presse écrite, radio, télévision – n'ont jamais réussi à dépasser le cercle très étroit des militants et sympathisants convaincus d'avance.

«La grande nouveauté d'Internet, et son principal atout», souligne Jean-Pierre Marthoz, de Human Rights Watch¹, est que le ticket d'entrée est infiniment plus abordable que pour tout autre support. Les obstacles techniques, politiques – échapper à une éventuelle censure – et

surtout financiers – investissements et frais de fonctionnement – sont sans commune mesure avec ceux qui se dressent devant celui qui voudrait lancer un journal ou une chaîne de radio ou de télévision. Internet ouvre la voie à une pluralité de voix inconnue jusque-là.» Antonio Martins, responsable de l'édition brésilienne du *Monde diplomatique*, ajoute que le nombre de canaux de diffusion est quasi-illimité sur la Toile quand le spectre des ondes hertziennes doit être partagé entre un nombre réduit d'utilisateurs.



© Dave Cutler/SIS, Paris

En bref, Internet changerait fondamentalement la donne parce qu'il recèle un potentiel inégalé de sources d'information. Et l'impact en serait d'autant plus fort que, selon Homi Kharas, de l'ACRIMED (Action-critique-médias), l'une des critiques majeures adressées aux «conglomérats qui contrôlent le monde de la communication» est ce caractère «unisources»: ils s'appuieraient sur un nombre toujours plus restreint de sources d'information en raison du coût de plus en plus élevé d'un réseau de journalistes

D'où un premier type de riposte, dans lequel s'inscrit la trentaine de journalistes et écrivains qui se sont réunis à Bangalore (Inde) en décembre 2000. Leur postulat de départ est double: dans le monde entier, des journalistes professionnels «découragés» ou «désillusionnés» veulent retrouver «la noblesse de leur métier, fondée sur un engagement social et démocratique», dont leurs employeurs les priveraient en refusant de publier «ces articles que le public demande et ne voit pas apparaître». Leur but: «investir l'espace public d'information... pour constituer une masse critique d'informations alternatives», c'est-à-dire «des articles de presse écrite et des productions audiovisuelles qui contribuent à une alternative socio-économique, culturelle et politique» à l'actuelle globalisation. L'ambition est immense: lancer un «news service» sur Internet, qui vendrait ses produits et réussirait à «faire contrepoids à l'information stéréotypée des médias dominants» parce que ce service occuperait «un créneau complémentaire» et serait techniquement irrécupérable.

Compétences

Car, «pour bien communiquer, il faut un ensemble de compétences», affirme Ignacio Ramonet. On peut détenir la vérité et n'avoir strictement aucun écho faute de savoir la communiquer. Croire qu'elle s'imposera d'elle-même est une attitude arrogante et méprisante vis-à-vis des citoyens, et dont le prix est l'in-

communication».

«La multiplication des émetteurs – le pluralisme des sources – n'entraîne pas nécessairement l'arrivée d'une avalanche d'informations de qualité, c'est-à-dire qui soient l'aboutissement d'un processus approfondi de vérification, de sélection et de contextualisation pour leur donner un sens», renchérit Jean-Pierre Marthoz. Le processus nécessite encore et toujours l'intervention de médiateurs qui ne seront peut-être pas des journalistes au sens classique du terme, mais des «para-journalistes». ▶

Il cite en exemple le site de son organisation, Human Rights Watch, qui est devenu un support d'informations que vient consulter un large public qui veut être au fait de la situation des droits humains dans le monde. Une dizaine de milliers d'internautes s'y rendraient chaque jour pour la raison, selon Jean-Pierre Marthoz, que les informations mises en ligne sont recueillies par des experts fiables et traitées par des communicateurs confirmés.

En retard d'une guerre

Pour cette catégorie – majoritaire – des promoteurs d'une information alternative sur la Toile, la recherche d'audience rimerait donc avec une crédibilité qui, elle, exigerait la médiation de professionnels, éventuellement d'un «troisième type».

C'est être en retard d'une guerre, tonne Roberto Savio, l'un des «papes» de ce type d'informations que l'agence mondiale de presse Inter Press Service promeut déjà depuis 1964. Bien que l'agence s'appuie aujourd'hui sur un réseau de journalistes présents dans plus de 100 pays et que, affirme-t-elle, 30 000 ONG y sont abonnées, Roberto Savio s'apprête à en quitter la direction pour se lancer dans de nouvelles aventures.

La société civile, souligne-t-il, et les jeunes en particulier, rejettent toute institution, toute entreprise fonctionnant sur un mode vertical. Dès lors, la tentative d'utiliser Internet comme le vecteur d'un contre-pouvoir informationnel tout en perpétuant le rôle clé du journaliste – en haut – pour produire de l'information destinée au public – en bas – serait vouée à l'échec. Elle reposerait même sur un contresens: reproduire sur Internet le modèle vertical de la «société de l'information» des autres médias quand la Toile ouvrirait la porte à un modèle horizontal de «société de la communication».

Selon le Rits brésilien (Rede de informações para o terceiro sector) – l'un de ces nouveaux réseaux communicationnels –, le vieux slogan révolutionnaire «donner la parole au peuple» prendrait enfin corps avec l'arrivée d'Internet. «Laissons s'exprimer les gens qui vivent les faits», proclament ses responsables, et à plus forte raison quand on économise ainsi le coût exorbitant d'une armée de journalistes. Effectivement, ses associés – environ 200 organisations du «tiers secteur» (ni public ni privé), qui échan-

gent environ 10 000 messages par semaine – s'y expriment sans aucun contrôle ni encadrement technique. Seul garde-tour un code de conduite réglementé ce qui est diffusable sur le site.

Avec ou sans médiateur, qu'elle soit techniquement travaillée ou «brute de décoffrage», l'information alternative se fera-t-elle pour autant une place au soleil du seul fait qu'elle est alternative? Un effet de ciseaux rend Ignacio Ramonet optimiste. «Tandis que le niveau général d'éducation s'élève, celui des médias baisse, et arrive un moment où ils se croisent: de plus en plus de groupes, de plus en plus de catégories sociales sont insatisfaits du discours infantilisant» dont il taxe les grands médias. Même si «rien n'est joué d'avance, parce qu'il nous faudra nous aussi être

«Rien n'est joué d'avance, parce qu'il nous faudra nous aussi être séduisants, gagner les cœurs et les esprits.»

séduisants, gagner les cœurs et les esprits», Antonio Martins souligne qu'une fois un site créé et alimenté, Internet permettrait de se lancer dans la bataille à armes égales avec les grands médias, ce qui est impossible aujourd'hui par le biais de la presse écrite ou de l'audiovisuel.

«L'effet kiosque»

Jean-Pierre Marthoz est plus sceptique. «L'Internet n'a aucune raison d'échapper à l'effet kiosque». De même que le lecteur ordinaire achète d'abord les titres les plus en vue, l'internaute ordinaire se dirige en priorité vers les portails les plus connus (Yahoo! Google, etc.). Or, ils opèrent leur propre sélection des informations, exactement comme les «gate keepers» dans les médias traditionnels. Si l'éventail des émetteurs peut être très large sur Internet, l'effet d'entonnoir joue à plein à la réception». Ainsi, pronostique Jean-Pierre Marthoz, «plutôt que d'imaginer qu'Internet deviendra un authentique contre-pouvoir informationnel, son apport essentiel sera son influence sur les «grands médias», sans commune mesure avec celle

de la presse ou de l'audiovisuel alternatifs, parce qu'un site alternatif est immédiatement visible sur toute la planète». A preuve: c'est sur le site d'Human Rights Watch que toute la presse mondiale, y compris la plus prestigieuse, serait venue s'informer sur la guerre en Tchétchénie, et même y trouver des news...

Quant à Henri Males, il se méfie de «la mystique Internet». «La réalisation de l'immense potentiel démocratique de la Toile ne dépend pas principalement de l'outil lui-même, affirme-t-il. L'espace public d'information alternative «plébéienne», par opposition à l'espace d'information marchandisée, sera à la mesure des forces alternatives qui la porteront.» Autrement dit, d'Internet et des mouvements «anti-globalisation», qui sera la poule, qui sera l'œuf?

1. Jean-Pierre Marthoz, directeur européen de l'information de Human Rights Watch, est l'auteur de *Et maintenant le monde en bref*, éditions Complexes, Bruxelles, 1999, et contributeur à l'ouvrage *Droits de l'Homme et Internet*, éditions Orbicom/UNESCO, 1998.



L'adresse du site ouvert par les organisateurs du Forum social mondial est: www.forumsocialmundial.org/br; on peut trouver de larges comptes rendus de ses travaux sur le site de l'Agence latino-américaine d'information: www.alainet.org

L'adresse de Fair est: www.fair.org. Parmi les autres sites qui livrent une critique des «grands médias», on peut citer MediaChannel (www.mediachannel.org), et l'ACRIMED pour les médias francophones (www.samizdat.net/acrimed/).

L'adresse de Human Rights Watch est: www.hrw.org. Si le site des participants à la réunion de Bangalore n'a pas encore vu le jour, on peut mentionner parmi les grands sites d'informations alternatives «généralistes» One Word (www.oneworld.net) et Indymedia (www.indymedia.org). L'adresse d'Inter Press Service est: www.ips.org et celle du Rede de informações para o terceiro sector: www.rits.org/br